LIBYE

Report demandé pour la formation du gouvernement d'union

Le Premier ministre libyen désigné, Fayez El-Sarraj, a demandé hier un délai d'une semaine supplémentaire pour former un gouvernement d'union nationale, selon une source politique.

Le Conseil présidentiel dirigé par M. Sarraj devait soumettre demain la liste des membres du gouvernement d'union qui est réclamé par la communauté internationale pour tenter de sortir la Libye du chaos dans lequel elle se trouve depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.

Un premier gouvernement de 32 ministres avait été annoncé le 19 janvier mais il a été rejeté le 25 par le Parlement reconnu par la communauté internationale et basé dans l'est du pays.

Les députés avaient demandé à M. Sarraj de leur présenter une équipe plus restreinte, relançant ainsi les discussions pour trouver le délicat équilibre entre les régions et les différents camps.

Le Conseil a «besoin de plus de temps pour étudier et se concerter» au sujet des candidats, a indiqué à l'AFP une source de ce conseil qui a souhaité garder l'anonymat. Il a donc «demandé au Parlement siégeant à Tobrouk un report d'une semaine du délai au terme duquel il devait présenter un gouvernement d'union nationale».

Composé de neuf membres, le Conseil présidentiel a été créé après la signature en décembre à Skhirat, au Maroc, d'un accord politique sous l'égide l'ONU.

Les pressions pour la formation du gouvernement d'union se sont multipliées ces dernières semaines en Occident et en Afrique où l'on craint tout particulièrement la montée en puissance en Libye du groupe terroriste Daesh.

SYRIE

Les rebelles se retirent de nouvelles positions à Alep

Les rebelles de la province syrienne d'Alep (nord) se sont retirés de trois localités «après des combats limités», permettant aux forces kurdes de s'en emparer, rapporte lundi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) une ONG basée à Londres et proche de l'opposition.

Les forces kurdes se sont emparé, «après des combats limités» avec les rebelles «dans les localités de Merenar, Aqlamiya et de Deir Jamal», a indiqué Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire, cité par l'AFP.

Les Unités de protection du peuple kurde (YPG), principale force kurde en Syrie, se sont ainsi emparées dimanche soir de ces localités, quelques jours après avoir pris le contrôle de trois autres bourgs.

Selon des médias, les Kurdes veulent «élargir leur territoire» dans la province d'Alep, qui correspond à l'un des trois «cantons» de l'administration autonome kurde.

De son côté, l'armée syrienne continuait à avancer vers la ville de Tall Rifaât, située à une vingtaine de kilomètres de la frontière turque contrôlée par les rebelles.

«Les loyalistes sont désormais à 5 km après avoir repris aux rebelles un village sur le chemin», a indiqué Rami Abdel Rahmane. Le conflit syrien a fait plus de 260.000 morts depuis mars 2011 et poussé à l'exode plus de la moitié de la population du pays.

SOUDAN DU SUD

Plus de 40 000 personnes risquent de mourir de faim

Plus de 40.000 personnes risquent de mourir de faim dans des zones du Soudan du Sud, en proie à une guerre civile, ont averti les Nations-Unies lundi, appelant les belligérants à permettre l'acheminement de l'aide humanitaire.

«Pres de 25% de la population du pays reste dans le besoin urgent d'aide alimentaire, et au moins 40.000 personnes sont sur le seuil d'une catastrophe», ont déclaré l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (Unicef) et le Programme alimentaire mondial (PAM) dans un communiqué commun.

Le Soudan du Sud se trouve dans sa pire situation humanitaire en plus de deux ans d'une guerre civile marquée par les atrocités et les accusations de crimes de guerre, dont le blocage de l'approvisionnement alimentaire, selon un rapport de l'ONU.

Selon l'ONU, les conditions «dégénèrent» dans le pays, où plus de 2,8 millions de personnes ont besoin d'aide, soit près d'un quart de la population.

«Les familles ont fait tout ce qu'elles pouvaient pour survivre, mais elles sont à court d'options», a déclaré le responsable de l'Unicef pour le Soudan du Sud, Jonathan Veitch.

«De nombreuses zones où les besoins sont les plus pressants sont hors de portée à cause des conditions de sécurité. Il est crucial que nous obtenions immédiatement un accès illimité», a-t-il réclamé.

Cet avertissement survient après la mise en garde en octobre de spécialistes du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) mandatés par l'ONU, contre «un risque concret de famine» dans certains endroits de l'Etat d'Unité, dans le nord, avant la fin de l'année 2015 si les combats continuaient. De l'aide a pu depuis y être distribuée, mais les combats se sont poursuivis au Soudan du Sud en dépit d'un accord de paix signé le 26 août.

Devenu indépendant en juillet 2011, sur les ruines de décennies de conflit avec Khartoum, le Soudan du Sud a replongé dans la guerre le 15 décembre 2013, quand des combats ont éclaté au sein de l'armée nationale, minée par des dissensions politico-ethniques alimentées par la rivalité à la tête du régime entre le président Salva Kiir et son ancien vice-président Riek Machar.

La semaine dernière, le Soudan du Sud a adopté une loi limitant drastiquement le nombre des humanitaires étrangers pouvant travailler dans le pays. Cette loi prévoit que seuls 20% des personnels humanitaires travaillant au Soudan du Sud peuvent être étrangers.

IRAK

Baghdad déploie des milliers de soldats pour reprendre Mossoul

L'armée irakienne déploie des milliers d'hommes sur une base du nord de l'Irak en vue de lancer des opérations pour reconquérir Mossoul, la deuxième ville du pays, aux mains du groupe terroriste Daesh, ont indiqué hier des responsables.

«Des unités de l'armée irakienne ont commencé à arriver sur la base militaire située près de la localité de Makhmur afin de lancer les premières opérations en direction de Mossoul», a déclaré à l'AFP un général de brigade sous le couvert de l'anonymat.

Daesh contrôle depuis juin 2014 Mossoul, sa capitale de facto en Irak, mais le groupe ultraradical a subi plusieurs revers militaires en 2015 face aux forces de sécurité irakiennes soutenues par les frappes de la coalition internationale menée par les Etats-Unis.

«Pour l'heure, trois brigades sont positionnées sur la base» qui pourrait accueillir à l'avenir 4.500 soldats, a ajouté le responsable, en précisant que les 15e et 16e divisions de l'armée participeront également à l'offensive sur Mossoul.

Makhmur est situé à environ 70 km au sud-est de Mossoul.

Le premier objectif de l'opération est de couper les routes d'approvisionnement de l'organisation terroriste entre Mossoul et des zones plus au sud, comme celles de Hawijah dans la province de Kirkouk ou de Baiji dans la province de Salaheddine, a précisé le général de brigade.

Selon un responsable kurde, la majorité des soldats envoyés dans la zone, par ailleurs sous contrôle du Kurdistan irakien, sont d'origines kurdes.

«Ces forces ont été déployées avec l'accord du président et du gouvernement de la région autonome du Kurdistan», dans le nord de l'Irak, a affirmé Halgurd Hekmat, un porte-parole des forces kurdes. D'après lui, la base accueillera à la fois des soldats et des avions militaires.

PALESTINE

Un Palestinien tué à Ghaza dans un nouvel effondrement d'un tunnel

Un Palestinien a trouvé la mort lundi dans la bande de Ghaza dans un nouvel effondrement d'un tunnel, ont indiqué des sources médicales et sécuritaires.

Moussa Jaber al-Maadi, âgé de 24 ans et originaire de Rafah, a été tué par l'affaissement d'une masse de sable alors qu'il réparait une galerie entre l'Egypte et la bande de Ghaza, a indiqué une source sécuritaire.

Le tunnel a été endommagé quand les autorités égyptiennes ont entrepris de submerger le secteur pour créer une zone tampon, selon cette source.

La bande de Ghaza, soumise aux blocus israélien et égyptien, est hermétiquement close au nord et à l'est par la barrière de sécurité israélienne. Vers l'Egypte au sud, le point de passage de Rafah, seule ouverture sur le monde non contrôlée par Israël, est fermé quasiment en permanence.

RUSSIE

Arrestation de sept membres supposés de Daesh

Sept membres supposés de l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (Daesh) soupçonnés de préparer des attentats à Moscou et Saint-Pétersbourg ont été arrêtés dimanche à Iékatérinbourg (Oural), ont annoncé lundi les services de renseignement russe (FSB). «Les services de sécurité ont arrêté le 7 février 2016 à Iékatérinbourg sept (...) citoyens de Russie et d'Asie Centrale, appartenant à l'organisation Etat islamique, qui préparaient des attaques terroristes à l'aide d'engins explosifs à Moscou, Saint-Pétersbourg et dans la région de Sverdlovsk (Oural)», a indiqué le FSB dans un communiqué. «Un laboratoire de fabrication d'engins explosifs, des explosifs, des détonateurs, des armes à feu, des grenades et de la littérature extrémiste» ont été découverts au domicile des personnes arrêtées, précise le communiqué. Selon la même source, les chefs de cette cellule étaient arrivés sur le territoire russe en provenance de Turquie et tous prévoyaient de partir en Syrie une fois leurs attentats perpétrés.